

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/36/377
S/14589

14 juillet 1981

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
CHINOIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-sixième session
Point 11 de la liste préliminaire^x
RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-sixième année

Lettre datée du 13 juillet 1981, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un mémorandum du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine sur les relations sino-vietnamiennes et de demander qu'il soit distribué comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 11 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) LING qing

^x A/36/50.

ANNEXE

MEMORANDUM DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE SUR LES RELATIONS SINO-VIETNAMIENNES

13 juillet 1981

Voilà un certain temps que les autorités vietnamiennes inventent mensonge sur mensonge et se déchaînent en calomnies contre la Chine, lui imputant la responsabilité de la grave détérioration des relations sino-vietnamiennes et des troubles en Indochine et en Asie du Sud-Est; confondant ainsi le bien et le mal, elles tentent de camoufler leurs actes d'agression et d'expansion et d'inventer des excuses à la poursuite toujours plus acharnée de leur politique d'hégémonie régionale. La partie chinoise estime donc nécessaire de dire où est la vérité en l'occurrence afin de bien mettre les choses au clair.

I. Pourquoi les relations sino-vietnamiennes continuent-elles à se dégrader?

Depuis la fin de la guerre de résistance que le Viet Nam a menée contre l'agression américaine, les autorités vietnamiennes ont pris toute une série de mesures pour envenimer les relations sino-vietnamiennes. Actuellement, elles intensifient ces activités antichinoises. Elles se disent prêtes à améliorer les relations sino-vietnamiennes mais ce n'est qu'une ruse.

Au quatrième Plenum du quatrième Comité central du parti communiste vietnamien, tenue en 1978, et aux réunions qui ont suivi, il a été décidé de désigner la Chine comme l'"ennemi direct du Viet Nam", d'adopter envers elle "une stratégie offensive" et de considérer l'opposition à la Chine comme un "devoir national" et une "obligation internationale". A la fin de 1980, la sixième Assemblée nationale du Viet Nam à sa septième session a eu le front d'introduire dans la nouvelle Constitution l'idée de l'opposition à la Chine, donnant ainsi forme de loi à sa politique antichinoise. Les autorités vietnamiennes sont devenues de plus en plus fanatiques dans leurs activités antichinoises, persistant à en faire un élément constitutif de leur politique nationale fondamentale. Elles ont déployé des troupes nombreuses dans les zones qui bordent la frontière entre la Chine et le Viet Nam et se livrent fréquemment à des provocations armées contre la Chine et à des incursions dans des zones frontalières chinoises. Au cours de la période allant du début de 1980 à la fin de juin 1981, les troupes vietnamiennes ont dirigé des bombardements et des tirs contre le territoire chinois et, au cours d'incursions en territoire chinois, leurs unités et leurs agents spéciaux armés ont effectué plus de 2 670 raids et opérations de harcèlement et de sabotage. Depuis mai dernier, surtout, les troupes vietnamiennes donnent libre cours à leurs provocations le long de la frontière sino-vietnamienne. Elles bombardent le territoire chinois pratiquement tous les jours et par compagnies, bataillons ou même régiments entiers, ont fait des incursions répétées dans le canton de Ningming (région autonome de Guangxi Zhuang) et dans le canton de Malipo (province

du Yunnan), ce qui a aggravé les tensions dans les régions frontières. Pour monter une machine de guerre braquée contre la Chine, les autorités vietnamiennes ont fait des provinces septentrionales du pays, qui jouxtent la Chine, leur "champ de bataille du Nord" et y ont déployé 62 p. 100 de leur armée de terre, 75 p. 100 de leurs forces aériennes et un grand nombre de navires de guerre. Le long de la frontière entre la Chine et le Viet Nam, la partie vietnamienne continue à "purger la frontière"; elle oblige la population frontalière à partir, construit des ouvrages de défense, introduit dans la région quantités toujours plus grandes d'armements et de fournitures militaires et y effectue de fréquentes manoeuvres militaires. En outre, les autorités vietnamiennes ont instauré dans le pays un climat de guerre. Elles s'emploient à répandre toutes sortes de rumeurs absurdes, orchestrant savamment celle de la "menace chinoise" contre le Viet Nam et imputant à la prétendue "guerre psychologique de la Chine" troubles politiques, dépression économique, mécontentement populaire, etc., qui ne sont en fait que les résultats de la politique militariste d'agression des autorités vietnamiennes. A l'évidence, s'acharner ainsi à attiser l'hostilité envers la Chine est maintenant l'un des principaux moyens qu'utilisent les autorités vietnamiennes pour distraire l'opinion publique de ses griefs et pour maintenir et renforcer leur domination dans le pays.

Les faits montrent que pour réaliser leur hégémonie régionale et répondre aux besoins de la stratégie globale de l'hégémonisme soviétique, les autorités vietnamiennes poursuivent avec force leur politique d'hostilité envers la Chine dans une tentative délibérée de détériorer encore les relations sino-vietnamiennes. C'est surtout pour cette raison que les relations en question ne se sont pas améliorées jusqu'ici.

Récemment, la partie vietnamienne a présenté un certain nombre de prétendues propositions, comme la conclusion d'un "accord bilatéral de coexistence pacifique" et d'un "traité de non-agression". Cette initiative n'a pas du tout pour but d'améliorer les relations entre la Chine et le Viet Nam. A l'analyse, il n'est pas difficile de voir l'intention cachée derrière ces propositions.

Après avoir concocté la prétendue "menace chinoise", les autorités vietnamiennes exigent sans vergogne l'inclusion dans le "traité" de dispositions renfermant l'idée de mettre fin à une "menace" et à une "invasion" chinoise qui n'existent pas, et demandent à la Chine d'admettre le bien-fondé des accusations qu'elles portent contre elle. Où est la logique dans tout cela? Les autorités vietnamiennes sont encore plus déraisonnables lorsqu'elles exigent que la Chine cesse de soutenir les forces armées et les civils kampuchéens patriotiques dans leur résistance contre l'agresseur vietnamien et que des dispositions dans ce sens soient incorporées au "traité". Cela ne signifie-t-il pas que la Chine devrait abandonner sa position de soutien à la justice, qu'elle devrait fermer les yeux sur la politique d'agression et d'expansion des autorités vietnamiennes et admettre comme légitime leur occupation du territoire kampuchéen? Le Gouvernement chinois ne s'est jamais opposé à la conclusion d'accords ou de traités bilatéraux visant à développer des liens d'amitié et de coopération entre Etats, à faire obstacle à la politique d'hégémonie et à sauvegarder la paix. Cependant, nous devons démasquer et dénoncer fermement les autorités vietnamiennes qui cherchent à berner l'opinion à propos de la question de la conclusion d'un accord,

qui portent contre la Chine des accusations dénuées de fondement et qui, pour essayer de camoufler leur agression et leur expansion criminelles, se font les démarcheurs de leur fallacieuse théorie de "l'agression justifiée".

Tout le monde sait que le Gouvernement chinois a tout fait pour améliorer les relations sino-vietnamiennes. Il a proposé des négociations bilatérales au niveau gouvernemental, a présenté une proposition en huit points pour régler les relations entre les deux pays et s'est en outre déclaré prêt à s'engager, avec le Viet Nam, à rechercher non pas l'hégémonie, mais les moyens de contribuer à l'instauration de la paix en Asie du Sud-Est. La partie chinoise poursuivra ses efforts dans ce but. La porte est toujours ouverte à la normalisation de nos relations bilatérales. Il dépend maintenant de la partie vietnamienne que ces relations s'améliorent et qu'un accord ou un traité bilatéral soit conclu pour assurer des relations amicales et de bon voisinage ainsi que la coopération entre les deux pays dans le but de faire obstacle à la politique d'hégémonie et de sauvegarder la paix. On peut dire qu'il est grand temps que la partie vietnamienne prenne des initiatives.

II. La tension en Indochine a pour cause fondamentale la tentative des autorités vietnamiennes d'établir leur hégémonie sur la région

Les autorités vietnamiennes affirment que la tension qui règne aujourd'hui en Indochine est causée par les prétendues "ambitions chinoises" plutôt que par la politique d'agression et d'expansion qu'elles mènent avec le soutien de l'Union soviétique. Elles essaient même de faire croire que l'invasion et l'occupation du Kampuchea par 200 000 soldats vietnamiens ont pour but de contrer la "menace chinoise". Or, les agissements des autorités vietnamiennes sont une réponse suffisamment explicite à la question de savoir quel pays a pu, à lui seul, causer les troubles et le désastre dont cette région est victime.

Après l'unification du Viet Nam en 1976, les autorités vietnamiennes ont mis en oeuvre un plan ambitieux pour tenter d'établir leur hégémonie en Indochine. Ayant réussi à placer progressivement le Laos sous son contrôle, le Viet Nam a lancé à la fin 1978 une guerre d'agression de grande envergure et a occupé de vastes zones du territoire kampuchéen ainsi que sa capitale, Phnom Penh. Il y a à l'heure actuelle au Laos 50 à 60 000 soldats vietnamiens et près de 10 000 experts, conseillers et agents de la police secrète vietnamiens, qui contrôlent les affaires militaires, politiques, économiques, culturelles, la propagande et les affaires extérieures. Au Kampuchea, les autorités vietnamiennes ont installé un régime fantoche et instauré dans les zones occupées une domination militaire et coloniale, qui s'appuient sur les 200 000 soldats de l'agresseur. Au cours des deux ou trois dernières années, elles ont lancé de fréquentes offensives militaires, massacré frénétiquement des patriotes kampuchéens, militaires et civils, pillé sauvagement les ressources et les richesses du pays et détruit ses terres agricoles et ses systèmes de digues. En outre, elles ont chassé des centaines de milliers de Kampuchéens de leur patrie et installé un grand nombre de Vietnamiens au

Kampuchea, dévastant ainsi le pays et mettant en péril son existence même. Les autorités vietnamiennes ne seront jamais quitte de ce crime historique. L'objectif immédiat de l'annexion du Kampuchea et du Laos par le Viet Nam est la création d'une "fédération indochinoise" dont il serait le suzerain. Les autorités vietnamiennes prétendent même que les trois Etats indochinois "doivent constituer un ensemble" et que ces trois pays "sont déjà réunis et qu'on peut leur donner le nom qu'on veut". Elles exercent ouvertement des pressions sur les pays de l'ANASE pour que ceux-ci considèrent les "trois Etats indochinois" comme un "bloc" et amorcent le dialogue avec lui en tant que tel; sinon, ont-elles affirmé, "il ne peut y avoir ni paix ni stabilité en Asie du Sud-Est", etc. Les autorités vietnamiennes, dont les agissements ont révélé aux yeux de tous les visées sur l'Indochine, espèrent que l'on croira que c'est la Chine qui a des visées expansionnistes en Indochine, et non les autorités vietnamiennes. Elles prennent leurs désirs pour des réalités.

Les autorités vietnamiennes usent de divers subterfuges pour justifier leur refus de retirer leurs troupes du Kampuchea, au mépris des résolutions adoptées sur la question du Kampuchea lors des trente-quatrième et trente-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies. Pour tenter de compromettre le succès de la Conférence internationale sur le Kampuchea, elles s'emploient énergiquement à faire accepter leur projet de convoquer une "réunion régionale" entre le "bloc indochinois" et l'ANASE, mais cette entreprise s'est heurtée, généralement, à l'hostilité de l'opinion mondiale. Usant de la pseudo "menace chinoise" comme prétexte pour refuser de retirer ses troupes du Kampuchea, le Viet Nam déclare tantôt qu'il ne retirera ses troupes que "lorsque la menace chinoise aura disparu", tantôt que son retrait du Kampuchea dépend de l'abandon par la Chine de son juste soutien à la lutte des forces patriotiques kampuchéennes contre l'agression et de la signature par la Chine d'un "pacte de non-agression mutuelle" avec les prétendus "trois Etats indochinois". Les autorités vietnamiennes usent de prétextes aussi absurdes dans le but de détourner l'attention de l'opinion mondiale de la question du Kampuchea et d'échapper au blâme de la communauté internationale.

Récemment, les autorités vietnamiennes, se référant aux relations de la Chine avec le Kampuchea et le Laos, l'ont pressée de signer ce qu'elles appellent un "accord bilatéral de coexistence pacifique" et un "pacte de non-agression mutuelle" avec ces deux pays, respectivement. Il ne s'agit là que d'un nouveau stratagème antichinois. A l'heure actuelle, le Gouvernement du Kampuchea démocratique est le seul représentant légitime du Kampuchea que reconnaissent les Nations Unies. Le régime fantoche mis en place par les autorités vietnamiennes n'a absolument aucun droit de représenter le Kampuchea. Une fois que les autorités vietnamiennes auront retiré toutes leurs troupes du Kampuchea, la Chine nouera, bien entendu, des relations amicales et coopérera avec un Kampuchea indépendant, neutre et non aligné, sur la base d'une égalité totale et de l'avantage mutuel et d'une manière qui convienne aux deux parties. Quant aux relations sino-laotiennes, par le passé, ces deux pays étaient en bons termes et c'est à cause des ingérences des autorités vietnamiennes et de leur sabotage que ces relations sino-laotiennes ont pris un tour contraire ces dernières années. En 1979, les autorités vietnamiennes, en

collaboration avec l'Union soviétique, ont inventé de toutes pièces que "la Chine massait des troupes nombreuses le long de la frontière sino-laotienne" et forcé les autorités laotiennes à s'opposer à la Chine et à suspendre les relations de coopération entre le Laos et la Chine dans les domaines économique et culturel. Depuis mai dernier, les autorités vietnamiennes, tout en accroissant la tension le long de la frontière sino-vietnamienne, ont usé à nouveau du même vieux subterfuge : elles ont répandu ce bruit que "la Chine menaçait la frontière laotienne" et ont même envoyé des soldats vietnamiens déguisés en soldats laotiens pour provoquer des incidents à la frontière sino-laotienne, dans une tentative de semer le désordre et de raviver un sentiment antichinois. Non seulement les autorités vietnamiennes sont hostiles à la Chine, mais elles voudraient faire de toute l'Indochine une base antichinoise à leur usage et à l'usage de l'Union soviétique. C'est là la cause fondamentale de la détérioration des relations sino-laotiennes. Il ne sera guère difficile de renouer et de développer des relations d'amitié et de coopération entre la Chine et le Laos à condition que soient garanties l'indépendance et la souveraineté du Laos (y compris son droit de prendre des décisions en toute indépendance s'agissant des affaires extérieures). Le Viet Nam, qui se pose en porte-parole des trois Etats indochinois, ne peut qu'échouer dans ses tentatives et machinations visant à ce que la Chine reconnaisse le régime fantoche de Heng Samrin, admettre les faits accomplis que sont l'occupation du Kampuchea et le contrôle du Laos par le Viet Nam et accepte le Viet Nam comme le suzerain de l'Indochine.

III. L'aggravation de la collusion entre l'Union soviétique et le Viet Nam fait peser une menace toujours plus grave sur l'Asie du Sud-Est

En ce qui concerne la situation en Asie du Sud-Est, les autorités vietnamiennes ressassent également la calomnie galvaudée d'une prétendue "menace chinoise", essayant de tromper les populations en déformant les faits, de camoufler les menées expansionnistes de l'Union soviétique et du Viet Nam et de semer la discorde entre la Chine et les pays concernés. Cependant, les mensonges ne sauraient longtemps dissimuler la vérité. Un bref examen de l'évolution de la situation ces dernières années montre clairement que c'est l'annexion de l'Indochine par les autorités vietnamiennes et leurs visées plus ambitieuses encore d'étendre leur domination à toute l'Asie du Sud-Est qui constituent une menace évidente pour la sécurité de la Thaïlande et d'autres pays de la région. Utilisant le Viet Nam et l'Indochine comme une base avancée et considérant l'Asie du Sud-Est et la région de l'Asie et du Pacifique comme un important maillon de sa stratégie d'hégémonie mondiale, l'Union soviétique a, de son côté, manifestement accru sa présence militaire dans la région, ce qui complique et aggrave encore la situation.

L'invasion du Kampuchea par le Viet Nam a placé la Thaïlande sous la menace directe des forces expansionnistes vietnamiennes. Au cours des deux ou trois

dernières années, les autorités vietnamiennes ont déployé de nombreuses divisions de leurs troupes d'agression au Kampuchea et au Laos le long de la frontière thaïlandaise, ont accéléré la construction de fortifications, de routes et de terrains d'atterrissage et concentré un grand nombre de chars, de pièces d'artillerie, d'avions et de missiles dans les zones proches de la frontière thaïlandaise. Depuis le début de 1980, les bombardements, les incursions et les raids des troupes vietnamiennes en territoire thaïlandais depuis leurs bases au Kampuchea et au Laos sont devenus plus fréquents. Le 23 juin 1980, plus de 2 000 soldats vietnamiens ont ouvertement violé la frontière thaïlandaise. Récemment, un plus grand nombre encore de soldats vietnamiens sont arrivés à la frontière du Kampuchea et de la Thaïlande. Les autorités vietnamiennes n'ont pas cessé d'infiltrer des éléments en Thaïlande où ils s'y livrent à des provocations, actes de sabotage et autres activités séditeuses. Un vice-ministre des affaires étrangères du Viet Nam a même été jusqu'à déclarer que le Viet Nam "utiliserait tous les moyens dont il dispose" pour venir à bout de la Thaïlande. La situation le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande devient de plus en plus dangereuse. Une multitude de faits montrent que l'action militaire menée par les autorités vietnamiennes contre la Thaïlande est préméditée et soigneusement préparée. Le but des autorités vietnamiennes est de faire pression sur la Thaïlande, parallèlement à leur guerre d'agression armée au Kampuchea, et de forcer la Thaïlande et d'autres pays de l'ANASE à reconnaître la clique de Heng Samrin et le fait accompli que constitue l'occupation du Kampuchea par le Viet Nam. En outre, elles nourrissent des desseins plus criminels encore. Ces dernières années, les dirigeants vietnamiens ont souvent revendiqué pour leur pays le statut de "puissance militaire mondiale" et affirmé qu'"un Viet Nam fort favorisera des transformations radicales dans l'arène politique en Asie du Sud-Est". On peut avancer qu'une fois leur hégémonie régionale solidement implantée au Kampuchea, les Vietnamiens utiliseront l'Indochine comme base pour réaliser leurs visées expansionnistes plus ambitieuses. On se préoccupe de plus en plus de ce qui va se produire après l'Indochine. Etant donné la menace que les autorités vietnamiennes font peser sur la Thaïlande et les raids menés contre ce pays, cette question est déjà au centre des préoccupations.

Dans leurs actes d'agression et d'expansion, les autorités vietnamiennes sont vivement encouragées et soutenues par l'Union soviétique. Tirant parti des ambitions expansionnistes démesurées des autorités vietnamiennes et de leur inféodation à son égard, l'Union soviétique s'est infiltrée davantage en Indochine et dans la région de l'Asie et du Pacifique, poussant plus avant encore depuis 1980. L'Union soviétique a envoyé en nombre croissant du personnel de toutes catégories dans les Etats indochinois. Elle a obtenu du Viet Nam le droit d'utiliser la baie Cam Ranh, Da Nang, Kompong Som et d'autres ports importants. La flotte soviétique du Pacifique a multiplié ses activités dans la mer de Chine méridionale et le Pacifique occidental et même atteint le golfe du Siam. S'étendant maintenant à plusieurs milliers de kilomètres au sud de Vladivostok, la puissance militaire soviétique constitue une menace directe pour les voies maritimes qui relient le Pacifique et l'océan Indien. En coordination avec ses percées en Afghanistan, dans l'océan Indien et le Golfe persique, l'Union soviétique se fraye une nouvelle voie pour poursuivre sa stratégie

d'expansion vers le Sud. Les faits bruts montrent que la collaboration soviéto-vietnamienne, fondée sur les aspirations hégémoniques communes, est à l'origine des troubles que connaissent l'Asie du Sud-Est et la région de l'Asie et du Pacifique. Agissant en collusion et chacun utilisant l'autre pour ses propres fins, ces deux pays ont intensifié leur expansion en Asie du Sud-est, troublant la tranquillité et la stabilité de la région. Ceci constitue non seulement une menace réelle pour les pays de la région mais augure un danger plus grand encore. Les autorités soviétiques et vietnamiennes agissent en collaboration étroite pour faire accepter leurs fallacieuses propositions de prétendues "mesures propres à accroître la confiance" et de prétendu "dialogue de groupe", tentant de déjouer la vigilance des populations et de les distraire du danger qui les menace. Cette tentative est vouée à l'échec.

Conclusion

L'enchaînement des événements montre clairement que la politique antichinoise des autorités vietnamiennes est indissociable des manœuvres soviétiques et vietnamiennes dans la région et qu'elle constitue un élément important de la stratégie soviétique et vietnamienne d'hégémonie. L'apparition de l'hégémonisme régional du Viet Nam et l'expansion hégémoniste de l'Union soviétique en Asie du Sud-Est sont les principaux éléments de la cause profonde des troubles qu'ont connus l'Indochine et l'Asie du Sud-Est ces dernières années et de la détérioration des relations entre la Chine et le Viet Nam.

De l'avis de la Chine, il est dans l'intérêt de tous les peuples, y compris les peuples chinois et vietnamien, de maintenir la paix, la sécurité et la stabilité en Indochine et en Asie du Sud-Est ainsi que des relations de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre tous les pays de la région. La Chine continuera à oeuvrer inlassablement à cette fin avec tous les pays et tous les peuples épris de justice et de paix. La partie chinoise tient à faire remarquer de nouveau avec tout le sérieux qui convient que les dirigeants vietnamiens devraient prendre dûment en considération les exigences de la communauté internationale et tenir compte du désir ardent du peuple vietnamien de reconstruire et de développer l'économie nationale dans un cadre pacifique, abandonner leur politique d'hégémonie régionale, cesser de servir d'instrument et de base avancée à la poussée soviétique vers le Sud et retirer toutes leurs troupes du Kampuchea et du Laos, mettre fin à leurs provocations armées contre la Chine et à leurs incursions armées dans ce pays, à leurs raids en territoire thaïlandais et à leurs menaces contre ce pays, et respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de leurs voisins afin d'assurer la paix et la tranquillité dans la région. Ce sont là les mesures qu'il faut prendre de toute urgence pour rétablir la stabilité en Indochine et en Asie du Sud-Est, ainsi que les préalables indispensables à la normalisation des relations entre la Chine et le Viet Nam. Telle est la seule ligne de conduite raisonnable qui s'offre aux autorités vietnamiennes.

